

Contribution pour le CPN de juillet 2017

Le CPN du NPA des 1 et 2 juillet s'inscrit malheureusement, mais sans surprise, dans la continuité des précédents, et la résolution politique votée par une minorité de camarades (mais une majorité relative de pour) ne tire aucun bilan critique de la période et ne propose que de continuer comme avant.



Nous mettons en ligne notre contribution à ce CPN, qui vise à donner quelques pistes pour sortir le NPA de sa crise structurelle, qui persiste malgré les aspects positifs de la campagne Poutou. Le NPA devrait aujourd'hui se refonder en parti creuset de tou.te.s celles et ceux qui veulent combattre pour une perspective communiste. Alors qu'il faudrait être ferme sur le fond en combattant les illusions antilibérales, et souple sur la forme en allant au dialogue fraternel avec les nombreux/euses sympathisant.e.s de la France insoumise, notre parti fait aujourd'hui l'inverse. Notre faiblesse programmatique nous rend incapable de porter une alternative politique crédible au système capitaliste. Cette faiblesse nous fait apparaître comme sectaire aux yeux de beaucoup, et nous confine à la marginalité politique, malgré la popularité de nos porte-parole.

De plus, alors que le NPA devrait s'investir pleinement dans le « Front social » pour en faire un outil de construction du front unique, visant à imposer aux directions syndicales la rupture du dialogue social et la mise en place d'un plan de mobilisation conduisant à la grève générale, le CPN a rejeté une motion portée en commun par les camarades du courant Anticapitalisme et Révolution et nous-mêmes. Voilà encore une occasion manquée pour le NPA, qui soutient certes le Front social, mais sans en faire un enjeu central des mois qui viennent, et sans y définir une politique d'intervention commune.

Un « bloc bourgeois » unifié et fragile, une défiance massive, et l'hégémonie de la France insoumise à la gauche de Macron

Macron a réussi son pari : il a obtenu une majorité absolue à l'assemblée nationale. Le matraquage médiatique a été sans précédent, les élites bourgeoises ont encensé leur nouvelle idole, mais la bourgeoisie aurait tort de se réjouir trop vite. La crise d'hégémonie des élites néolibérales a rendu intenable la persistance d'un champ politique organisé autour de l'alternance entre une gauche libérale et une droite libérale. L'affaiblissement de ces deux pôles les a contraint à fusionner dans le macronisme, laissant un PS en décomposition et une droite affaiblie désormais coupée

en deux. En outre, seule 15% de la population a voté pour les candidat.e.s « En marche » aux législatives, essentiellement les catégories supérieures. L'abstention populaire a été massive (70% des ouvrier.e.s ont boycotté le second tour des législatives), et encore davantage celle de la jeunesse. Il n'y a clairement pas aujourd'hui une majorité pour soutenir la casse sociale programmée par Macron. La défiance est importante, l'engouement autour de Jupiter concerne principalement des élites vivant dans l'entre-soi et la bonne conscience.

A gauche de Macron, la France insoumise a fait nettement moins bien que Mélenchon lors des législatives. Mais elle a réussi son pari de s'imposer comme la première force d'opposition de gauche à Macron. La dynamique militante s'est poursuivie après la présidentielle, et dans de très nombreuses circonscriptions, le/la candidat.e FI est passé devant le/la député.e PS sortant.e (parfois soutenu.e par les Verts ou le PCF). Pour la première fois depuis les années 1970 la gauche antilibérale passe devant le PS : FI+PCF ont réuni près de 14% des suffrages (deux fois plus qu'en 2012), alors que le PS et les divers gauches sont passés de 34,4% à 9,5%. Le PS n'a pu faire élire qu'une trentaine de député.e.s, dont certain.ne.s l'ont été par les bonnes grâces de Macron qui n'a pas présenté de candidats face à eux. Le PCF poursuit son déclin, en recueillant moins de 3% des voix. Il n'a pu faire élire que 4 députés PCF sans le soutien de FI au premier tour. Avec le soutien de Laurent à Vallaud-Belkacem, avec le soutien des élus municipaux PCF à Valls à Evry, et enfin avec l'alliance avec des députés ultra-marins anti mariage pour tous et pro-Valls pour constituer un groupe, le PCF n'en finit pas de sombrer.

Les résultats de l'extrême gauche aux législatives sont très faibles, surtout ceux du NPA. LO progresse légèrement par rapport à 2012 avec 0,7%, et parvient à dépasser 1% dans une petite centaine de circonscriptions. Le NPA n'obtient en moyenne que 0,5% dans la trentaine de circonscriptions où nous étions présent.es, et est dépassé par LO dans les circonscriptions les plus populaires. L'extrême gauche n'a jamais été aussi faible et marginalisée depuis des années.

La recomposition du champ politique prend forme, avec la mise en place d'un bloc bourgeois fragile sans base populaire, un PS et des Républicains plus ou moins dans la majorité et dans l'opposition, et deux forces réellement oppositionnelles : FN et FI. La crise du FN (déchirée entre une aile libérale et une aile « sociale » anti-UE) peut laisser penser que la France insoumise sera en capacité d'être la principale force d'opposition au gouvernement, d'autant plus que les mois qui viennent vont être dominés par les attaques anti-sociales du gouvernement.

Un plan d'attaque historique contre nos acquis sociaux

Macron est le représentant direct du patronat et il a une feuille de route très précise, celle dressée par la Commission européenne dans ses dernières « recommandations » à la France.

Le contenu des ordonnances sur le code du travail commence à être connu. Il s'agira d'une **loi travail XXL, la plus importante attaque depuis l'après guerre** : alors que la loi El Khomri donnait la primauté aux accords d'entreprises pour le temps de travail, il s'agit d'inverser la hiérarchie des normes dans tous les domaines : salaires, conditions de travail, etc. C'est toute l'architecture du droit du travail qu'il s'agit de démanteler, en permettant aux patrons de faire passer des accords d'entreprise rétrogrades sans aucune limite. Et si les patrons ne trouvent pas de partenaires syndicaux majoritaires pour cela, ils pourront alors organiser un référendum et exercer un chantage sur les salariés. Également au programme : le plafonnement des indemnités prud'homales pour sécuriser les patrons voyous, l'allègement des contraintes pour les patrons (fusions des instances de représentation des salariés, etc.), l'assouplissement des licenciements économiques, mais aussi de nouvelles règles défavorables aux salariés pour les CDI et les CDD.

Après la loi travail XXL, Macron prévoit de s'attaquer aux droits des chômeurs à la fin de l'année et au système de retraites en 2018.

Concernant le chômage, il s'agit ni plus ni moins d'en finir avec la logique de la Sécurité sociale, où les chômeurs/euses perçoivent un salaire socialisé financé par les cotisations sociales, complément du salaire direct des travailleurs. Dans cette logique, les chômeurs sont considérés comme des travailleurs et perçoivent à ce titre une partie du salaire socialisé. Comme les prestations chômage sont du salaire, l'Unedic a vocation à être dirigé (comme la Sécu) par les représentant.e.s des travailleurs/euses. Il se trouve que l'Unedic (comme la Sécu) est un organisme paritaire car les patrons ont été introduits dans la gestion de ces institutions salariales. Mais Macron veut en finir avec ces institutions. Ainsi, les allocations chômage seront financés par l'impôt (payé par tous alors que les cotisations sont payées par les patrons en complément du salaire direct) et donc gérées par l'État. Les chômeurs/euses seront considérés comme des « assistés » qui auront droit à une allocation, à condition de la mériter. Si un/une chômeur/euse a le toupet de refuser deux offres d'emplois « décentes » (et Macron a déjà précisé qu'un emploi avec un salaire inférieur à 20% à celui de son dernier poste était « décent »), il ou elle sera puni et donc privé d'allocation. Ce type de réforme a été mis en place en Allemagne au début des années 2000, et vise à contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel boulot.

Concernant les retraites, Macron veut mettre en place la « retraite par points ». Le système ne serait plus à « prestations définies » (la pension étant fixée en proportion du dernier salaire par exemple), mais à « cotisations définies ». La pension de retraite deviendrait aléatoire, la valeur du « point » de cotisation fluctuerait en fonction de l'espérance de vie, de la croissance, et autres critères... Autrement dit, notre retraite serait une variable d'ajustement : nous serions autorisés à recevoir ce qui est compatible avec la nécessité de maintenir des profits suffisants pour les capitalistes ! Macron cherche à imposer une nouvelle représentation du système de retraites : les cotisations constitueraient une sorte d'épargne individuelle... qui serait amortie à partir du moment où on part en retraite. Cette représentation est mensongère : d'ailleurs

quand on a instauré la Sécu, les retraité.e.s ont perçu une pension de retraite... alors qu'ils et elles n'avaient jamais cotisé ! Nos retraites sont une composante du salaire socialisé d'aujourd'hui. La pension de retraite, c'est du salaire ! C'est le salaire continué des travailleurs qui échappent, en raison de leur âge, à la contrainte de devoir vendre leur force de travail à un capitaliste ! C'est pourquoi nous revendiquons le droit de partir à la retraite à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) avec 100% du dernier ou du meilleur salaire, sans condition de durée de cotisation !

Quelle politique défendre dans le Front social ?

Loin de préparer la mobilisation, les directions syndicales se font un plaisir de discuter avec Macron. Le dirigeant de FO, Mailly, tente de disputer la palme du vendu à Berger (CFDT). Il est avide de discussions avec Macron : « Si on a une concertation, on est prêt à travailler tout l'été ». Il est prêt à accompagner tous les reculs sociaux, du moment qu'on y mette les formes, y compris sur le plafonnement des indemnités prud'homales ! Sur cette mesure, il a indiqué : « Après, tout est dans les détails : les niveaux de plafond, les exceptions à la règle ». On a bien compris sa stratégie : quémander une mesurette en contrepartie d'un recul social majeur. C'est la méthode CFDT.

L'attitude n'est malheureusement guère plus offensive du côté de la direction confédérale de la CGT.

Martinez s'est félicité du fait d'être reçu par Macron, et la direction de la CGT n'envisage pas la moindre mobilisation nationale pendant l'été, et tire à boulets rouges contre les militant.e.s syndicaux qui ont le toupet de vouloir se mobiliser, en affichant son mépris pour le collectif « Front social »

La priorité de la période est donc de construire un front unique pour mettre ces projets en échec, à commencer par la nouvelle loi travail annoncée pour la rentrée. Cela ne sera réellement possible en dernière instance que par une grève générale et il faut donc tout faire pour construire un mouvement d'ensemble, pour la convergence des luttes, pour la formulation d'objectifs précis à chaque étape.

Sur le plan politique, au-delà de la crise historique du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, l'obstacle principal est, comme nous l'avons évoqué, la politique des directions syndicales.

Le Front social est un outil précieux qui regroupe les organisations et les militant.e.s syndicaux les plus combattifs/ves, celles et ceux qui veulent construire la mobilisation dès maintenant contre les ordonnances Macron. Les rassemblements du 19 juin dans 34 villes de France ont été modestes, mais significatifs, regroupant plusieurs milliers de militant.e.s. De plus en plus de collectifs et syndicats rejoignent le Front social.

Selon nous, le Front social ne doit être le substitut ni d'une organisation syndicale, ni

d'une organisation politique. Ce doit être un outil pour la construction du front unique. Avec cet objectif, et en tenant compte de sa réalité actuelle, nous proposons les objectifs suivants :

- Que le Front social interpelle les directions syndicales pour la rupture du dialogue social et la mise en place d'un plan de mobilisation générale ;
- Que le Front social continue de prendre ses propres initiatives quand les directions syndicales ne font rien, et forme un cortège propre dans les manifestations convoquées par les directions syndicales ;
- Que le Front social continue d'intégrer un maximum de structures syndicales, ainsi que des collectifs de lutte divers (féministes, LGBTI, quartiers populaires, contre les violences policières, contre les grands projets inutiles...) ;
- Que le Front social interpelle les organisations politiques du mouvement ouvrier pour qu'elles participent au FU, appellent aux mobilisations et incitent leur militant-e-s à participer au Front social ;
- Que le Front social élabore collectivement un matériel d'information et d'agitation sur les projets du gouvernement, les revendications - en trouvant un dénominateur commun sur une base lutte de classe -, mais aussi les modalités de lutte et les apports spécifiques des collectifs parties prenantes ;
- Que des fronts sociaux continuent de se construire dans les départements, les villes, les quartiers, en intégrant des individus, des Unions locales, des sections locales de partis politiques...
- Que le Front social au niveau national soit dirigé par des AG régulières, reposant sur des délégués mandatés, et animé par un Collectif de direction sur un modèle confédéral : avec des représentant-e-s des structures parties prenantes et des fronts sociaux locaux, et en tenant compte de leur poids respectif avec un système de mandats.

Défendre une orientation communiste révolutionnaire

Le bilan de la majorité actuelle du parti n'est pas défendable. Le NPA est marginalisé et les bonnes saillies de notre candidat lors des débats télévisés ne sauraient masquer cet échec. La majorité ne veut pas défendre un projet communiste vivant, elle est incapable de faire une critique substantielle du programme antilibéral de Mélenchon. Répéter en boucle quelques mesures d'urgence sans l'inscrire dans une cohérence politique nous rend inaudible. En outre, la direction n'a pas pris la mesure de la dynamique autour de la France insoumise, et est à côté de la plaque quand elle accuse Mélenchon de « diviser la gauche ». Au lieu d'être sectaire sur la forme et opportuniste sur le fond, il faudrait précisément faire l'inverse : défendre ouvertement un projet communiste

révolutionnaire réactualisé au lieu de nous cantonner dans une posture « anti », et aller au dialogue avec tout le milieu intéressé, voire enthousiasmé par la France insoumise.

Nous devrions pointer la contradiction principale du programme de Mélenchon, à savoir celle entre les mesures progressistes qu'il met en avant, et le refus d'engager la rupture avec le système capitaliste. Pour cela, il faudrait expliquer qu'on ne peut pas rompre avec l'austérité sans rompre avec le capitalisme, parce que le système est dans une crise structurelle et qu'il n'y a aucune marge de manœuvre pour des avancées sociales dans le cadre du système. L'axe central de notre propagande devrait être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier les grands groupes capitalistes et permettre aux travailleur/euses de diriger l'économie. Il faut changer l'organisation du travail pour que chacun-e puisse s'épanouir au travail, pour produire selon nos besoins, dans un souci écologique. Chacun doit pouvoir vivre de son travail, avoir un salaire à vie, qui ne doit pas dépendre du bon vouloir d'un employeur. Ce combat révolutionnaire doit se faire par l'auto-organisation à tout les étages de la société, seule à même d'instaurer une vraie démocratie, et d'éradiquer le sexisme, les LGBTIphobies, le racisme et l'islamophobie...

Nous avons aujourd'hui besoin de construire le NPA comme une organisation qui défende un projet de société communiste, en rupture avec l'ordre existant et tous ses appareils idéologiques. Ce sera un des enjeux des mois à venir, et du prochain congrès.

Tendance CLAIRE, le 5 juillet 2017